

Adjamagbo et la Coalition s'apprêtent à « arrêter » Faure Gnassingbé



A la suite du Chef de file de l'opposition, la coordinatrice de Coalition des 14 partis politiques de l'opposition togolaise réagit au décret pris jeudi en Conseil des ministres convoquant le corps électoral sur le 20 décembre prochain. Pour Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, rien ne justifie la décision du gouvernement. La secrétaire générale de la CDPA indique que les législatives prochaines n'auront pas lieu sans le regroupement de l'opposition et annonce une série de manifestations pour arrêter le pouvoir de Faure Gnassingbé.

Selon Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, la décision du gouvernement est intervenue dans un contexte où les protagonistes de la crise attendent le relevé de conclusion des consultations bilatérales qu'Alpha Condé a eues avec eux cette semaine.

Elle accuse le pouvoir de Lomé de poser un nouvel acte unilatéral en violation de la feuille de route de la CEDEAO qui demande que le processus électoral soit mené de façon consensuelle et dénonce à nouveau des irrégularités constatés lors des opérations de recensement électoral.

Mme Adjamagbo-Johnson a saisi l'occasion pour lever un coin de voile sur les discussions de la 3^e réunion du comité de suivi tenues à Conakry sous la houlette de la facilitation

guinéenne.

{loadmoduleid 210}

« A Conakry, le facilitateur guinéen a eu l'occasion de nous informer que le 31 juillet au moment où les débats avaient lieu au cours du sommet il était bien entendu dans la salle qu'il n'y aurait pas de fétichisme de date et qu'ils avaient tout simplement donné une date à titre indicatif », a-t-elle dévoilé.

Par ailleurs la C14 dans un communiqué diffusé jeudi a reporté sa marche du samedi 10 d'une semaine. Mais avec la convocation du corps électoral, elle entend multiplier ces manifestations dans les jours à venir pour se faire répondre « sèchement » au gouvernement.

« D'ores et déjà nous avons prévu des manifestations qui seront certainement le début d'une série d'actions de mobilisation pour faire entendre raison au gouvernement », a-t-elle annoncé avant de se montrer très ferme « Nous les arrêterons...ces élections n'auront pas lieu sans nous ».